

2M Invest

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 10 000 Euros

**Siège social : 214 Chemin de la Boisière
73420 DRUMETTAZ CLARAFOND**

**R.C.S. : 921 574 711 RCS CHAMBERY
SIRET : 921 574 711 00013**

RAPPORT SUR LA GESTION

DU GROUPE CONSOLIDE

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 30 JUILLET 2026

**EXERCICE CLOS LE
31 JANVIER 2026**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous communiquons le présent rapport pour vous présenter les comptes consolidés du groupe constitué par notre société, la société 2M INVEST et les sociétés DRUMEDIS et DREAM TOUR.

Ont été élaborés pour cet exercice, en conformité des textes en vigueur, les documents de synthèse prescrits par la loi, savoir : le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Le présent rapport est, conformément à la loi, destiné à vous rendre compte de la marche du groupe durant l'exercice écoulé et à vous faire part tant des événements particuliers survenus depuis la date de clôture dudit exercice que des perspectives d'avenir.

Il comporte en outre les indications et informations prescrites par les textes en vigueur.

Nous sommes bien entendu, à votre disposition, pour vous apporter toutes précisions utiles, et vous donner tous les renseignements complémentaires.

Nous examinerons successivement tous les points ci-après, nécessaires à votre information :

ACTIVITÉ DE L'EXERCICE

RÉSULTATS

STRUCTURE FINANCIÈRE

ÉVÈNEMENTS PARTICULIERS

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE, ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

INDICATIONS LÉGALES ET DIVERSES



ACTIVITE DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires net hors taxes du groupe a atteint 158 245 764 Euros. Vous pouvez ainsi constater une variation de - 2 899 709 Euros par rapport à l'exercice précédent.

Les autres produits s'établissent à 507 598 Euros.

Le total des produits d'exploitation du groupe s'est donc élevé au cours de l'exercice à 158 753 362 Euros.

La variation constatée au titre des deux exercices successifs ressort à - 2 862 494 Euros.

Cette variation appelle les commentaires suivants :

➤ Concernant la société 2M INVEST

Comme vous le savez, notre société est un holding dont l'objet est de détenir et gérer la participation qu'elle détient au capital de sa filiale DRUMEDIS.

Notre société ne réalise pas de chiffre d'affaires.

Elle perçoit un produit de participation issu de sa filiale, dont le montant s'est élevé à 4,87M€ contre 4,67M€ l'exercice précédent.

Notre société enregistre un bénéfice en progression.

➤ Concernant la société DRUMEDIS

Comme vous pouvez le constater, le chiffre d'affaires (carburants inclus) s'établit à 157,13M€ contre 160,10M€ pour le précédent exercice.

En raison des travaux sur la surface de vente, le chiffre d'affaires a été impacté.

C'est principalement le panier moyen qui a été affecté par les travaux, en raison de la baisse du nombre de prospectus, et des rayons en moins.

Le bénéfice est logiquement en repli sur l'exercice écoulé.

➤ **Concernant la société DREAM TOUR**

Comme vous pouvez le constater, le chiffre d'affaires est en progression par rapport à l'exercice précédent. La société enregistre une progression de +8,33%, soit une variation de +86K€.

Les charges d'exploitation ont progressé de +8,61%.

Le bénéfice est en hausse de +5,59%.

RESULTATS

Le total de nos produits d'exploitation s'élevant à 158 753 362 Euros, celui des charges de même nature s'établissant à 153 094 825 Euros, l'exercice se solde par un résultat d'exploitation du groupe bénéficiaire de 5 658 536 Euros.

Les charges et les produits financiers ont quant à eux généré un résultat financier de – 2 071 375 Euros.

Ces deux stades de résultat ont concouru à un résultat courant avant impôt de 3 587 161 Euros.

Des éléments d'ordre exceptionnel ont encore influencé ce résultat. Les produits et les charges de cette nature ont en effet généré un résultat exceptionnel de 0 Euro.

Il y a lieu de noter que de ce résultat a été déduit au titre de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt différé un montant de 642 550 euros

L'exercice se solde en définitive par un **bénéfice d'ensemble consolidé de 2 944 612 Euros.**

STRUCTURE FINANCIERE

L'annexe comptable vous permet de prendre connaissance des règles et méthodes ayant concouru à l'élaboration des comptes consolidés, ainsi que des compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat du groupe.

Nous nous bornerons par conséquent à vous indiquer les principales variations intervenues dans la situation active et passive de l'exercice écoulé.

a) Actif du bilan :

Les valeurs immobilisées nettes passent de 57 820 626 Euros à 65 504 816 Euros par l'effet des amortissements de l'exercice et du solde des acquisitions par rapport aux sorties d'immobilisations.

L'actif circulant figurant pour 29 948 527 Euros dans le bilan précédent apparaît pour 31 996 095 Euros. Cette différence s'explique par la variation des valeurs stockées et des valeurs réalisables et disponibles.

b) Passif du bilan :

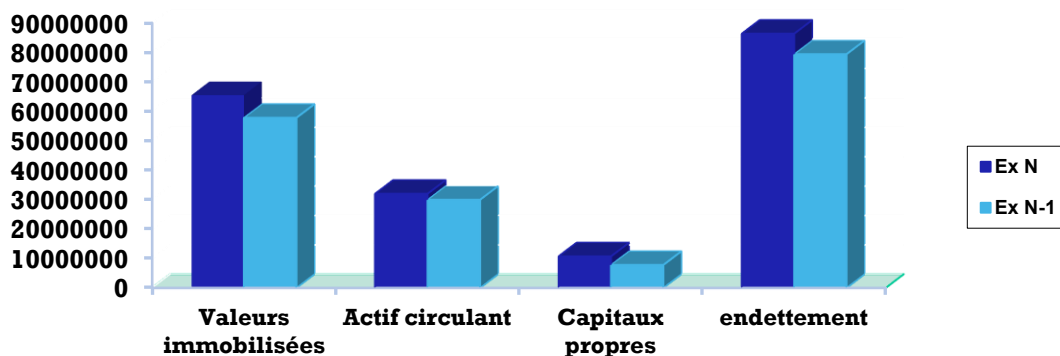
Les capitaux propres du groupe après résultat de la période passent de 7 786 626 Euros à 10 709 775 Euros.

Les intérêts minoritaires apparaissent pour 141 211 Euros contre 143 267 Euros au titre de l'exercice précédent.

Les provisions pour risques et charges dont le solde à l'ouverture de l'exercice était de 405 399 Euros, apparaissent après les augmentations et diminutions de l'exercice indiquées dans l'annexe, pour 237 191 Euros.

L'endettement à court, moyen et long terme apparaît pour 86 412 736 Euros, il figurait au bilan de l'exercice précédent pour 79 433 861 Euros. Il comprend les charges à payer dont vous pourrez prendre connaissance dans l'annexe.

La variation des principales valeurs apparaissant dans le bilan de nos deux derniers exercices sociaux peut être représentée comme suit :



ÉVÈNEMENTS PARTICULIERS

Nous portons à votre connaissance les principaux évènements suivants intervenus aux cours de l'exercice clos :

➤ Concernant la société 2M INVEST

La perception du dividende mis en paiement par notre filiale nous permet d'honorer les engagements bancaires de remboursement de la dette senior.

Les intérêts de notre dette se sont élevés à 2,01M€ contre 2,13M€ l'an dernier.

Notre filiale a été impactée par les travaux de remodeling réalisés dans sa surface de vente.

Il est à noter la première application du nouveau plan comptable qui modifie la présentation des comptes, en particulier le résultat exceptionnel. Le détail des impacts apparaît dans l'annexe des comptes.

➤ Concernant la société DRUMEDIS

La société a bénéficié d'un bon report sur le Drive partiellement automatisé.

Il est à noter la première application du nouveau plan comptable qui modifie la présentation des comptes, en particulier le résultat exceptionnel. Le détail des impacts apparaît dans l'annexe des comptes.

La société a bénéficié d'un bon report sur le Drive partiellement automatisé pendant la durée des travaux de remodeling.

➤ **Concernant la société DREAM TOUR**

L'activité s'est déroulée de manière satisfaisante sur l'exercice écoulé, en dépit des travaux de remodeling réalisé dans l'établissement.

Il est à noter la première application du nouveau plan comptable qui modifie la présentation des comptes, en particulier le résultat exceptionnel. Le détail des impacts apparaît dans l'annexe des comptes.

EVENEMENTS POSTERIEURS A
LA DATE DE CLOTURE - ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET
PERSPECTIVES D'AVENIR

➤ **Concernant la société 2M INVEST**

Nos perspectives d'avenir s'inscrivent dans celles de notre filiale dont le point de vente conserve sa très belle tenue.

Notre filiale regagne des parts de marché et enregistre de belles progressions.

Un nouveau dividende sera prochainement mis en paiement par notre filiale.

➤ **Concernant la société DRUMEDIS**

Nous portons à votre connaissance que l'activité connaît une bonne reprise, malgré des mois de janvier et février 2026 compliqués.

La société enregistre de belles progressions depuis avril 2026, et regagne des parts de marché.

Les signaux sont bons depuis l'inauguration du magasin remodelé.

➤ **Concernant la société DREAM TOUR**

Nous portons à votre connaissance que l'activité se poursuit conformément à leurs attentes.

Le contexte géopolitique est aléatoire, ce qui peut peser sur la demande de la clientèle.

INDICATIONS LÉGALES DIVERSES

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous indiquons à ce titre concernant l'ensemble des sociétés du groupe, qu'aucune opération de ce type n'a été conduite au cours de l'exercice.



Nous espérons que les informations contenues dans le présent rapport vous auront permis d'obtenir la meilleure connaissance possible de la marche de notre groupe au cours du dernier exercice, de sa situation économique et financière et de son évolution prévisible.

Nous restons bien entendu, préalablement à la mise aux voix des résolutions inscrites à l'ordre du jour, à votre disposition pour vous apporter tous éclaircissements, et répondre à vos éventuelles questions.

LE PRESIDENT

DocuSigned by:

017253C8830E45F...

1. Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2026	31/01/2025
Immobilisations incorporelles	28 097 417	28 049 471
<i>Dont écarts d'acquisition positifs</i>	27 716 654	27 716 654
Immobilisations corporelles	36 194 086	28 605 092
Immobilisations financières	1 213 313	1 166 063
Titres mis en équivalence	-	-
Actif immobilisé	65 504 816	57 820 626
Stocks et en-cours	9 440 436	8 976 468
Clients et comptes rattachés	133 547	198 014
Autres créances et comptes de régularisation	8 403 726	6 602 684
Valeurs mobilières de placement	2 401 746	1 150 000
Disponibilités	11 616 641	13 021 362
Actif circulant	31 996 095	29 948 527
Total Actif	97 500 912	87 769 153

Passif en €	31/01/2026	31/01/2025
Capital	10 000	10 000
Primes liées au capital		
Réserves et résultat consolidés	10 699 775	7 776 626
Autres	-	-
Capitaux propres (Part du groupe)	10 709 775	7 786 626
Intérêts minoritaires	141 211	143 267
Provisions	237 191	405 399
Dettes financières	64 605 728	58 326 793
Fournisseurs et comptes rattachés	11 797 100	10 536 362
Autres dettes et comptes de régularisation	10 009 908	10 570 706
<i>Dont écarts d'acquisition négatifs</i>	-	-
Dettes	86 412 736	79 433 861
Total du passif	97 500 912	87 769 153

Groupe 2M INVEST - 31/01/2026 -

2. Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT en €	31/01/2026	31/01/2025
Chiffre d'affaires	158 245 764	161 145 473
Autres produits d'exploitation	507 598	470 383
Achats consommés	126 088 033	128 292 835
Charges de personnel	17 408 242	17 007 488
Autres charges d'exploitation	5 384 734	5 113 683
Impôts et taxes	1 633 234	1 691 171
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 580 582	2 335 913
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort, dép. et reprises des EA	5 658 536	7 174 766
Dotations aux amorts et dépréciation des écarts d'acquisition positifs	-	-
Reprises des écarts d'acquisition négatifs	-	-
Résultat d'exploitation après dotations aux amort, dép. et reprises des EA	5 658 536	7 174 766
Charges et produits financiers	(2 071 375)	(1 883 858)
Charges et produits exceptionnels	-	57 575
Impôts sur les résultats	642 550	1 165 148
Résultat net des entreprises intégrées	2 944 612	4 183 336
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat net lié aux entités mises en équivalence	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 944 612	4 183 336
Intérêts minoritaires	21 464	27 447
Résultat net (part du groupe)	2 923 148	4 155 889
Résultat par action	292	416
Résultat dilué par action	292	416

Règles et méthodes de consolidation

Groupe 2M INVEST - 31/01/2026 -

1. Faits majeurs de l'exercice

Il n'y a pas eu d'évènements majeurs sur l'exercice devant faire l'objet d'une information spécifique.

2. Principes et méthodes de consolidation

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Il a été fait application du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

2.2 Règles de présentation

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés. En application de ce règlement, le Groupe utilise les modèles de bilan consolidé et de compte de résultat consolidé définis respectivement aux articles 281-1 et 281-2. Ces modèles présentent un caractère obligatoire et prescriptif. L'application du règlement ANC n° 2022-06 a conduit à une évolution de la présentation des états financiers consolidés, visant à en simplifier la lecture et à harmoniser certains agrégats.

2.3 Changements de méthode

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 janvier 2025.

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC n° 2022-06 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

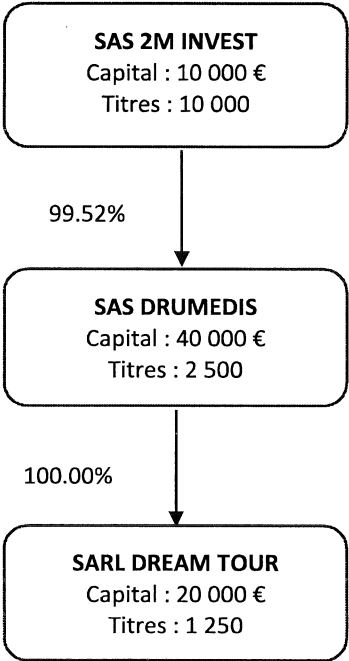
- Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives ;
- Suppression de la technique du transfert de charges, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature.

2.4 Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 janvier 2026.

3. Périmètre de consolidation

3.1 Organigramme



3.2 Entreprises incluses dans le périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Sociétés	Siège social	SIRET	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SAS 2M INVEST	214 Chemin de la Boisière 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND	92157471100013	100.00	100.00	Société Mère
SAS DRUMEDIS	214 Chemin de la Boisière 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND	40153870700019	99.52	99.52	Intégration globale
SAS DREAM TOUR	214 Chemin de la Boisière 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND	40909207900014	100.00	99.52	Intégration globale

Groupe 2M INVEST - 31/01/2026 -

3.3 Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a eu aucune variation de périmètre ni aucune modification de taux d'intérêt au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2026.

3.4 Liste des entreprises non consolidées

Sociétés	Siège social	% de contrôle
SOCARA	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	1.90
SOFILEC RHONE ALPES	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	2.37
SCI APRAL	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	2.38

Ces sociétés n'entrent pas dans le périmètre de consolidation car la prise de décision ne se fait pas en fonction du pourcentage de détention dans le capital mais selon le principe 1 magasin = 1 voix. De plus, le résultat des centrales est enregistré en cours d'exercice en redevance dans les sociétés.

4. Méthode et règles d'évaluation

4.1 Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

4.2 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans les justes valeurs des actifs et passifs à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs inscrits à l'actif, et dont la durée d'utilisation n'est pas limitée, ne sont pas amortis. Ceux dont la durée d'utilisation est limitée sont amortis sur cette durée d'utilisation.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés en provision pour risques et charges, et repris en résultat sur une durée de cinq années.

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs incorporels non amortis au moins une fois par an. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à leur valeur actuelle, déterminée sur la base de flux de trésorerie futurs actualisés ou de la valeur vénale, le Groupe constate une dépréciation, imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Concernant les écarts d'acquisition amortis, un test de dépréciation est pratiqué uniquement en cas d'indice de perte de valeur.

4.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

Concessions, Brevets, Marques	1 à 3 ans
Fonds commerciaux	Non amortis
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

Les fonds commerciaux non amortis sont soumis à un test de dépréciation effectué au moins une fois par an.

4.4 Frais de recherche et de développement

Néant.

4.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les frais d'acquisition ainsi que les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Les éléments principaux d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée est significativement différente. Ils sont amortis selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

Groupe 2M INVEST - 31/01/2026 -

Terrains	Non amortis
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	5 à 30 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 12 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles :

Conformément aux principes comptables en vigueur, la société réalise des tests de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Lorsque la valeur nette comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en charges.

4.6 Contrats en crédit-bail et contrats assimilés

Les contrats de location rentrant dans cette catégorie remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

- Le contrat prévoit le transfert de propriété au terme de la durée du bail sur option et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable ;

Ou bien

- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur ;

Ou bien

- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de signature du bail.

Ces contrats sont retraités de la façon suivante :

- Les actifs sont immobilisés à leur valeur d'origine ;
- La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan ;
- Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette ;
- La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

4.7 Participations non consolidées

Les titres de participation des entreprises non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle de dépréciations. Ces dernières tiennent compte de la quote-part des capitaux propres détenue.

4.8 Stocks et travaux en cours

Dans l'activité de distribution, les stocks sont valorisés au prix d'achat net de toutes conditions négociées avec les fournisseurs.

Une dépréciation des stocks est constatée quand la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

4.9 Créances

Les créances sont évaluées selon leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles seraient susceptibles de donner lieu.

4.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence. Pour les titres cotés, la valeur d'inventaire est comparée au cours de bourse à la clôture.

INELYS AUDIT
Cité Internationale
66 quai Charles de Gaulle
69006 LYON

ORIAL
Le Thelemos
12 et 15 Quai du Commerce
69336 LYON CEDEX 09

2 M INVEST
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 10.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 214 CHEMIN DE LA BOISIERE
73420 DRUMETTAZ CLARAFOND
921 574 711 RCS CHAMBERY

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2026

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2026

A l'Assemblée Générale,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société 2M INVEST relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, de l'ouverture de l'exercice jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes consolidés à la note « 2.3 Changements de méthode ».

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

IV - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaires à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

VI - Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime

suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à LYON, le 22 juillet 2026

Pour INELYS AUDIT

Co-Commissaire aux comptes

Pour SAS ORIAL

Co-Commissaire aux comptes

Nicolas PRIEST

Président

J.P. BOUVARD

Fondé de pouvoirs

1. Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2026	31/01/2025
Immobilisations incorporelles	28 097 417	28 049 471
<i>Dont écarts d'acquisition positifs</i>	27 716 654	27 716 654
Immobilisations corporelles	36 194 086	28 605 092
Immobilisations financières	1 213 313	1 166 063
Titres mis en équivalence	-	-
Actif immobilisé	65 504 816	57 820 626
Stocks et en-cours	9 440 436	8 976 468
Clients et comptes rattachés	133 547	198 014
Autres créances et comptes de régularisation	8 403 726	6 602 684
Valeurs mobilières de placement	2 401 746	1 150 000
Disponibilités	11 616 641	13 021 362
Actif circulant	31 996 095	29 948 527
Total Actif	97 500 912	87 769 153

Passif en €	31/01/2026	31/01/2025
Capital	10 000	10 000
Primes liées au capital		
Réserves et résultat consolidés	10 699 775	7 776 626
Autres	-	-
Capitaux propres (Part du groupe)	10 709 775	7 786 626
Intérêts minoritaires	141 211	143 267
Provisions	237 191	405 399
Dettes financières	64 605 728	58 326 793
Fournisseurs et comptes rattachés	11 797 100	10 536 362
Autres dettes et comptes de régularisation	10 009 908	10 570 706
<i>Dont écarts d'acquisition négatifs</i>	-	-
Dettes	86 412 736	79 433 861
Total du passif	97 500 912	87 769 153

2. Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT en €	31/01/2026	31/01/2025
Chiffre d'affaires	158 245 764	161 145 473
Autres produits d'exploitation	507 598	470 383
Achats consommés	126 088 033	128 292 835
Charges de personnel	17 408 242	17 007 488
Autres charges d'exploitation	5 384 734	5 113 683
Impôts et taxes	1 633 234	1 691 171
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 580 582	2 335 913
Résultat d'exploitation avant dotations aux amorts, dép. et reprises des EA	5 658 536	7 174 766
Dotations aux amorts et dépréciation des écarts d'acquisition positifs	-	-
Reprises des écarts d'acquisition négatifs	-	-
Résultat d'exploitation après dotations aux amorts, dép. et reprises des EA	5 658 536	7 174 766
Charges et produits financiers	(2 071 375)	(1 883 858)
Charges et produits exceptionnels	-	57 575
Impôts sur les résultats	642 550	1 165 148
Résultat net des entreprises intégrées	2 944 612	4 183 336
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat net lié aux entités mises en équivalence	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 944 612	4 183 336
Intérêts minoritaires	21 464	27 447
Résultat net (part du groupe)	2 923 148	4 155 889
Résultat par action	292	416
Résultat dilué par action	292	416

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(Montants exprimés en euros)	31/01/2026	31/01/2025
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 944 612	4 183 336
Amortissements et provisions (hors provisions sur actif circulant)	2 279 096	2 099 977
Variation de l'impôt différé	(104 292)	(194 753)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		123 238
Marge brute d'autofinancement	5 119 416	6 211 798
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)		
Variation nette des stocks	(463 968)	(468 216)
Variation nette des créances d'exploitation	(1 747 315)	1 371 876
Variation nette des dettes d'exploitation	741 664	(1 121 701)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 469 618)	(218 041)
Flux net de trésorerie généré par l'exploitation	3 649 797	5 993 757
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(9 981 569)	(2 963 051)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	7 900
Variations des immobilisations financières	(47 250)	(2 436)
Variations des dettes sur immobilisations	76 860	366 168
Flux net de trésorerie généré par l'investissement	(9 951 958)	(2 591 418)
Souscriptions d'emprunts	11 278 296	1 284 582
Remboursements d'emprunts	(5 086 757)	(3 386 651)
Dividendes versés au hors groupe (intérêts minoritaires)	(23 520)	(22 560)
Dividendes versés par la société mère	-	-
Variation des autres dettes financières	(145 544)	(985 649)
Variation nette des placements à court terme	(1 300 022)	1 700 000
Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement	4 722 454	(1 410 278)
Variation de trésorerie	(1 579 707)	1 992 060
Trésorerie en début d'exercice	12 971 615	10 979 555
Trésorerie en fin d'exercice	11 391 908	12 971 615
Détail de la Trésorerie	31/01/2026	31/01/2025
+ Valeurs mobilières de placement	2 401 746	1 150 000
+ Disponibilités	11 616 641	13 021 362
- Concours bancaires (trésorerie passive)	(224 734)	(49 747)
Total Trésorerie brute	13 793 653	14 121 615
- Valeurs mobilières de placement et comptes à terme à plus de trois mois	(2 401 746)	(1 150 000)
Total Trésorerie nette	11 391 908	12 971 615

Règles et méthodes de consolidation

1. Faits majeurs de l'exercice

Il n'y a pas eu d'évènements majeurs sur l'exercice devant faire l'objet d'une information spécifique.

2. Principes et méthodes de consolidation

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Il a été fait application du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

2.2 Règles de présentation

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés. En application de ce règlement, le Groupe utilise les modèles de bilan consolidé et de compte de résultat consolidé définis respectivement aux articles 281-1 et 281-2. Ces modèles présentent un caractère obligatoire et prescriptif. L'application du règlement ANC n° 2022-06 a conduit à une évolution de la présentation des états financiers consolidés, visant à en simplifier la lecture et à harmoniser certains agrégats.

2.3 Changements de méthode

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 janvier 2025.

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC n° 2022-06 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

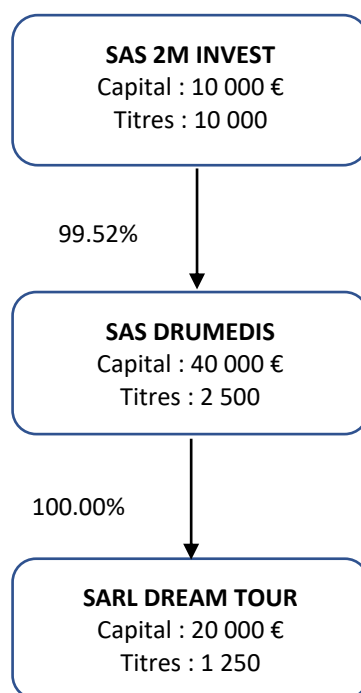
- Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives ;
- Suppression de la technique du transfert de charges, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature.

2.4 Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 janvier 2026.

3. Périmètre de consolidation

3.1 Organigramme



3.2 Entreprises incluses dans le périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Sociétés	Siège social	SIRET	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SAS 2M INVEST	214 Chemin de la Boisière 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND	92157471100013	100.00	100.00	Société Mère
SAS DRUMEDIS	214 Chemin de la Boisière 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND	40153870700019	99.52	99.52	Intégration globale
SAS DREAM TOUR	214 Chemin de la Boisière 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND	40909207900014	100.00	99.52	Intégration globale

3.3 Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a eu aucune variation de périmètre ni aucune modification de taux d'intérêt au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2026.

3.4 Liste des entreprises non consolidées

Sociétés	Siège social	% de contrôle
SOCARA	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	1.90
SOFILEC RHONE ALPES	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	2.37
SCI APRAL	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	2.38

Ces sociétés n'entrent pas dans le périmètre de consolidation car la prise de décision ne se fait pas en fonction du pourcentage de détention dans le capital mais selon le principe 1 magasin = 1 voix. De plus, le résultat des centrales est enregistré en cours d'exercice en redevance dans les sociétés.

4. Méthode et règles d'évaluation

4.1 Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

4.2 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans les justes valeurs des actifs et passifs à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs inscrits à l'actif, et dont la durée d'utilisation n'est pas limitée, ne sont pas amortis. Ceux dont la durée d'utilisation est limitée sont amortis sur cette durée d'utilisation.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés en provision pour risques et charges, et repris en résultat sur une durée de cinq années.

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs incorporels non amortis au moins une fois par an. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à leur valeur actuelle, déterminée sur la base de flux de trésorerie futurs actualisés ou de la valeur vénale, le Groupe constate une dépréciation, imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Concernant les écarts d'acquisition amortis, un test de dépréciation est pratiqué uniquement en cas d'indice de perte de valeur.

4.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

Concessions, Brevets, Marques	1 à 3 ans
Fonds commerciaux	Non amortis
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

Les fonds commerciaux non amortis sont soumis à un test de dépréciation effectué au moins une fois par an.

4.4 Frais de recherche et de développement

Néant.

4.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les frais d'acquisition ainsi que les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Les éléments principaux d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée est significativement différente. Ils sont amortis selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

Terrains	Non amortis
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	5 à 30 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 12 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles :

Conformément aux principes comptables en vigueur, la société réalise des tests de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Lorsque la valeur nette comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en charges.

4.6 Contrats en crédit-bail et contrats assimilés

Les contrats de location rentrant dans cette catégorie remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

- Le contrat prévoit le transfert de propriété au terme de la durée du bail sur option et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable ;

Ou bien

- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur ;

Ou bien

- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de signature du bail.

Ces contrats sont retraités de la façon suivante :

- Les actifs sont immobilisés à leur valeur d'origine ;
- La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan ;
- Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette ;
- La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

4.7 Participations non consolidées

Les titres de participation des entreprises non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle de dépréciations. Ces dernières tiennent compte de la quote-part des capitaux propres détenue.

4.8 Stocks et travaux en cours

Dans l'activité de distribution, les stocks sont valorisés au prix d'achat net de toutes conditions négociées avec les fournisseurs.

Une dépréciation des stocks est constatée quand la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

4.9 Créances

Les créances sont évaluées selon leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles seraient susceptibles de donner lieu.

4.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence. Pour les titres cotés, la valeur d'inventaire est comparée au cours de bourse à la clôture.

4.11 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

4.12 Engagements de retraite

Le Groupe évalue une provision au titre de l'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite. Cet engagement de retraite est estimé selon la méthode ANC qui s'appuie sur des statistiques d'espérance de vie, des probabilités de turnover et sur des hypothèses actuarielles. Le passif net déterminé est provisionné.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite :	67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires :	2.00 %
- Taux d'actualisation :	3.40 %
- Table de mortalité :	INSEE 2019-2021
- Conventions collectives appliquées :	Convention du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire.

4.13 Impôts différés

Le montant des impôts effectivement dus à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation, ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminé par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenues sont celles qui résultent des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence temporaire se réalisera. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué en France est de 25%.

4.14 Résultat par action

Le résultat par action est déterminé conformément à l'avis 27 de l'OEC. En l'absence d'instruments dilutifs, il représente la quote-part du Résultat net pour une action.

Notes relatives au Bilan Consolidé

1. Ecart d'acquisition

Un écart d'acquisition positif a été constaté lors de la prise de participation dans la SAS DRUMEDIS (et sa filiale DREAM TOUR) par la SAS 2M INVEST. Il a été affecté à hauteur de 16 963 K€ à un écart d'évaluation sur les immobilisations corporelles. Le solde de l'écart d'acquisition d'une valeur de 27 717 K€ est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Cet écart d'acquisition a une durée d'utilisation probable non limitée et n'est donc pas amorti dans les états financiers consolidés. Il fait l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an.

Les tests de dépréciation réalisés à la clôture de l'exercice indiquent que la valeur actuelle du fonds de commerce est au moins égale à sa valeur comptable figurant à l'actif du bilan. En conséquence, aucune dépréciation du fonds de commerce n'a été constatée à la clôture de l'exercice au 31 janvier 2026.

Libellé	31/01/2026	31/01/2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	27 716 654	27 716 654				0	0
Amortissements des écarts d'acquisition	0	0				0	0
Dépréciations des écarts d'acquisition	0	0				0	0
Valeur nette	27 716 654	27 716 654	-	-	-	0	0
Ecart d'acquisition - passif	0	0				0	0
Reprise - écart d'acquisition - passif	0	0				0	0
Valeur nette	-	-	-	-	-	0	0

2. Immobilisations

2.1 Valeurs brutes

Montants en €	31/01/2026	31/01/2025	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	43 557	60 121		(16 564)			
Droit au bail	380 000	330 000	50 000				
Ecart d'acquisition	27 716 654	27 716 654					
Immobilisations incorporelles	28 140 211	28 106 775	50 000	(16 564)	-	-	
Terrains	4 721 917	4 721 917					
Agencements et aménagements de terrains	852 330	852 330					
Constructions	29 237 288	29 237 288					
Constructions sur sol d'autrui	2 158 688	2 158 688					
Installations techniques, matériel & outillage	5 543 942	7 135 895	488 772	(2 175 216)			94 492
Autres immobilisations corporelles	142 950	142 950					
Matériel de bureau	7 491 530	7 911 091	363 410	(872 564)			89 593
Matériel de transport	150 195	150 195					
Matériel informatique	429 018	433 452		(4 434)			
Immobilisations corporelles en cours	10 671 954	1 722 252	9 079 387				(129 685)
Immobilisations corporelles	61 399 811	54 466 057	9 931 569	(3 052 214)	-	-	54 400
Titres immobilisés	1 078 785	1 078 769	16				
Prêts	44 000	44 000					
Dépôts et cautionnements versés	90 528	43 294	47 234				
Immobilisations financières	1 213 313	1 166 063	47 250	-	-	-	
Titres mis en équivalence	-	-			-	-	
Total	90 753 336	83 738 895	10 028 819	(3 068 778)	-	-	54 400
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	12 862 981	12 834 571		(25 990)			54 400

2.2 Amortissements

Libellé	31/01/2026	31/01/2025	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amort. concessions, brevets & droits similaires	(42 794)	(57 304)	(2 053)	16 564			
Amortissements des immobilisations incorporelles	(42 794)	(57 304)	(2 053)	16 564	-	-	
Amort. sur agencements de terrains	(840 517)	(836 343)	(4 174)				
Amort. des constructions	(15 113 475)	(14 008 998)	(1 104 478)				
Amort. des constructions sur sol d'autrui	(1 260 973)	(1 173 579)	(87 395)				
Amort. install tech. matériel & outil.	(3 671 846)	(5 339 095)	(507 967)	2 175 216			
Amort. des autres immobilisations corp.	(119 987)	(91 097)	(28 891)				
Amort. du matériel de bureau	(3 722 665)	(3 995 042)	(600 187)	872 564			
Amort. du matériel de transport	(107 936)	(70 388)	(37 549)				
Amort. du matériel informatique	(368 326)	(346 424)	(26 336)	4 434			
Amortissements des immobilisations corporelles	(25 205 725)	(25 860 965)	(2 396 975)	3 052 214	-	-	-
Amortissements sur actif immobilisé	(25 248 519)	(25 918 269)	(2 399 028)	3 068 778	-	-	-
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	(10 690 138)	(10 398 005)	(318 123)	25 990			

2.3 Dépréciations

Montants en €	31/01/2026	31/01/2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dép. concessions, brevets et droits similaires							
Dép. droit au bail							
Dép. des écarts d'acquisition							
Dépréciations des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Dép. sur terrains							
Dép. sur agencements de terrains							
Dép. sur constructions							
Dép. sur constructions sur sol d'autrui							
Dép. sur installations techniques							
Dép. sur autres immo. corporelles							
Dép. sur du matériel de bureau							
Dép. sur du matériel de transport							
Dép. sur du matériel informatique							
Dép. des immobilisations corp. en cours							
Dépréciations des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-
Dép. sur titres immobilisés							
Dép. sur prêts							
Dép. sur dépôts et cautionnements							
Dépréciations sur immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur titres mis en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-

3. Stocks et en-cours

Montants en €	31/01/2026			31/01/2025		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	
Stocks M, fournitures et autres	95 972	0	95 972	77 677	0	77 677
Stocks de marchandises	9 521 836	(177 372)	9 344 464	8 965 378	(66 587)	8 898 791
Stocks et en-cours	9 617 808	(177 372)	9 440 436	9 043 055	(66 587)	8 976 468

4. Capitaux propres et intérêts minoritaires

Montants en €	Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/01/2024	3 630 738	138 380	3 769 118
Distribution/ brut versé	-	(22 560)	(22 560)
Var. de capital en numéraire et souscrip			
Résultat	4 155 889	27 447	4 183 336
Autres augmentations, diminutions	-	-	-
Reclassement, restructuration et changement de méthode	-	-	-
Ecart de conversion, effet de change	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Autre	-	-	-
Arrondis	-	-	-
Total variations de l'exercice	4 155 889	4 887	4 160 776
Capitaux propres au 31/01/2025	7 786 626	143 267	7 929 894
Distribution/ brut versé	-	(23 520)	(23 520)
Var. de capital en numéraire et souscrip			-
Résultat	2 923 148	21 464	2 944 612
Autres augmentations, diminutions	-	-	-
Reclassement, restructuration et changement de méthode	-	-	-
Ecart de conversion, effet de change	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Autre	-	-	-
Arrondis	0	0	0
Total variations de l'exercice	2 923 148	(2 056)	2 921 092
Capitaux propres au 31/01/2026	10 709 775	141 211	10 850 985

5. Provisions pour risques et charges

Libellé	31/01/2026	31/01/2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Autres provisions pour risques	0	169 817		(169 817)		0	0
Provisions pour pensions et retraites	237 191	235 582	1 609			0	0
Provisions	237 191	405 399	1 609	(169 817)	-	-	-

6. Créances et dettes

Libellé	31/01/2026	1 an au plus	plus d'1 an, moins de 5 ans	plus de 5 ans
Prêts	44 000	0	0	44 000
Dépôts et cautionnements versés	90 528	0	0	90 528
Autres immobilisations financières	134 528	0	0	134 528
Clients et comptes rattachés	136 120	136 120	0	0
Clients et comptes rattachés	136 120	136 120	0	0
Créances sur personnel & org. Sociaux	6 136	6 136	0	0
Impôts différés - actif	20 863	20 863	0	0
Créances fiscales hors IS	718 708	718 708	0	0
Etat Impôt sur les bénéfices	934 543	934 543	0	0
Comptes courants	530 672	530 672	0	0
Autres créances	3 478 569	3 478 569	0	0
Autres créances	2 354 976	2 354 976	0	0
Charges à répartir	36 872	36 872	0	0
Charges constatées d'avance	322 388	322 388	0	0
Autres créances et comptes de régularisation	8 403 726	8 403 726	0	0
Total	8 674 374	8 539 846	-	134 528

Libellé	31/01/2026	1 an au plus	plus d'1 an, moins de 5 ans	plus de 5 ans
Crédits-baux	163 933	70 921	93 012	0
Emprunts auprès établis. de crédit	63 175 402	5 532 155	20 710 457	36 932 790
Dépôts et cautionnements reçus	31 550	31 550	0	0
Autres emprunts et dettes assimilées	884	884	0	0
Intérêts courus sur emprunts	1 009 225	1 009 225	0	0
Concours bancaires (trésorerie passive)	224 734	224 734	0	0
Dettes financières	64 605 728	6 869 469	20 803 469	36 932 790
Dettes fournisseurs	11 797 100	11 797 100	0	0
Dettes fournisseurs	11 797 100	11 797 100	0	0
Dettes sociales	4 395 949	4 395 949	0	0
Dettes fiscales (hors IS)	590 665	590 665	0	0
Etat - impôts sur les bénéfices	2 141	2 141	0	0
Dettes s/ acquis. d'actifs	889 946	889 946	0	0
Autres dettes	962 881	962 881	0	0
Produits constatés d'avance	8 994	8 994	0	0
Impôts différés - passif	3 159 331	3 159 331	0	0
Autres dettes et comptes de régularisation	10 009 908	10 009 908	0	0
Total	86 412 736	28 676 477	20 803 469	36 932 790

Notes relatives au Compte de Résultat Consolidé

1. Résultat exceptionnel

(Montants exprimés en euros)	31/01/2026	31/01/2025
Produits de cession des éléments d'actifs corporels	-	7 900
Produits de cession des éléments d'actifs	-	7 900
Reprises de provision litige prud'homal	-	133 872
Reprises de provisions	-	133 872
Pénalités fournisseurs	-	73 789
Régularisation des comptes de tiers	-	4 213
Remboursement litige prud'homal	-	6 175
Régularisations, remboursements, dégrèvements	-	84 177
Autres produits exceptionnels	-	-
Total produits exceptionnels	-	225 949
Valeur nette comptable des éléments d'actifs corporels	-	129 127
Valeur nette comptable des éléments d'actifs financiers	-	2 010
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés ou mis au rebut	-	131 137
Dotations aux amortissements exceptionnels sur actifs corporels	-	31 000
Dotations aux provisions	-	31 000
Amendes et pénalités	-	584
Différences de règlement	-	4 230
Régularisation des comptes de tiers	-	1 422
Régularisations, amendes & pénalités	-	6 237
Autres charges exceptionnelles	-	-
Total charges exceptionnelles	-	168 374
Résultat exceptionnel	-	57 575

2. Impôts sur les résultats

2.1 Ventilation des actifs et passifs d'impôts différés

	Actifs	Passifs	Solde
Différences temporaires	250 933	-	250 933
Crédits d'impôts ou reports fiscaux déficitaires	-	-	-
Ecritures de consolidation			
- retraites	59 298	-	59 298
- contrats de crédit-bail	3 125	304 193	(301 067)
- provisions réglementées	559 439	-	559 439
- réévaluation d'actifs	-	3 698 188	(3 698 188)
- autres	337	9 218	(8 881)
Compensation par entité des actifs et passifs d'impôts différés	(852 268)	(852 268)	-
Total	20 863	3 159 331	(3 138 468)

2.2 Impôts différés actifs non comptabilisés

	Montant	Impôt différé Actif potentiel (1)	Date expiration
Déficits reportables	807	202	report indéfini
Total	807	202	

(1) au taux de 25%

2.3 Rapprochement de la charge totale d'impôt et de la charge théorique

Résultat avant impôt	3 587 161
Impôt théorique à 25,0%	896 790
Différences de taux	-
Impact de l'impôt applicable au taux réduit	-
Plus-values à long-terme taxées à 0%, nettes de la quote-part de frais de 12%	-
Plus-values en sursis d'imposition	-
Ecritures de consolidation non imposables	-
Amortissement des écarts d'acquisition	-
Autres	-
Charges définitivement non déductibles et produits non taxables	199 645
Quote-part de Frais & Charges	12 191
Dépenses de mécénat	173 364
Quote-part de sociétés de personnes	3 926
Amortissements excédentaires	6 356
Autres charges	3 808
Autres produits	-
Contributions additionnelles	12 978
Contribution de 3,3%	12 978
Mesures incitatives et crédits d'impôt	(466 863)
Suramortissement - Loi Macron	(3 990)
Crédit d'impôt mécénat	(416 073)
Crédit d'impôt famille	(46 800)
Déficits fiscaux reportables	-
Déficits fiscaux non activés	-
Utilisation de déficits fiscaux reportables non activés	-
Impôt effectif	642 550

Engagements et Autres informations

1. Autres informations

1.1 Engagements donnés

(Montants exprimés en euros)	31/01/2026	31/01/2025
Effets non échus		
Avals et cautions	11 675 839	12 265 964
Engagements liés à la responsabilité des associés	82 969	23 200
Total engagements donnés	11 758 808	12 289 164

1.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

(Montants exprimés en euros)	31/01/2026	31/01/2025
Emprunts à taux fixes	63 811 621	57 312 091
Emprunts à taux variables	373 007	363 330
Total dettes garanties par des sûretés réelles	64 184 627	57 675 421

1.3 Information sur les parties liées

Aucune information significative n'est à mentionner concernant les transactions avec des entreprises liées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle.

1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture devant faire l'objet d'une information spécifique.

2. Effectif

2.1 Effectif moyen

	31/01/2026	31/01/2025
Cadres	19	18
Agents de maîtrise et techniciens	16	21
Employés	396	352
Ouvriers		
Total effectif moyen	431	391

2.2 Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car elle ferait état de salaires individualisés.